

Département <b>HAUTE-SAVOIE</b>
Canton <b>THONES</b>
Commune <b>SAINT-JEAN-DE-SIXT</b>

N° 130//2012

*REPUBLIQUE FRANCAISE*  
*Liberté – Egalité – Fraternité*



## ARRETE MUNICIPAL

### REGLEMENT MUNICIPAL DU CIMETIERE DE LA COMMUNE DE SAINT JEAN DE SIXT

#### Le Maire de la Commune de Saint Jean de Sixt

**Vu** la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2213-7 et suivants confiant au Maire la police des funérailles et des lieux de sépulture ainsi que les articles L.2223-1 et suivants relatifs aux cimetières et opérations funéraires,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles R.2213-2 et suivants relatifs aux opérations consécutives à un décès ainsi que les articles R.2223-1 et suivants relatifs à la réglementation des cimetières et des opérations funéraires,

**Vu** le Code pénal, notamment les articles 225-17 et 225-18 relatifs au respect dû aux défunts ainsi que l'article R.610-5 relatif au non-respect d'un règlement,

**Vu** le Code civil, notamment les articles 78 et suivants relatifs aux actes de l'état civil,

**Vu** les délibérations du Conseil Municipal en vigueur, dont celle du 8 février 2012 ayant fixé les catégories de concessions et leurs tarifs et celle du 7 mars 2012 fixant les tarifs des concessions pour l'occupation d'une case de columbarium.

**Considérant** qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, la salubrité, la tranquillité publiques, le maintien du bon ordre et de décence dans le cimetière.

# **A R R E T E**

## **ARTICLE 1 : DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL**

Les plans et registres concernant le cimetière ainsi que les sépultures sont déposés et conservés à la Mairie pour y être consultés.

La Commune ne possède ni conservateur, ni fossoyeur, ni gardien.

Le Maire ou son représentant assiste aux exhumations et, de manière inopinée, aux inhumations, il enregistre l'entrée, la sortie des corps et, d'une façon générale, renseigne les familles.

Il est chargé de la police du cimetière et plus spécialement :

- de la surveillance des travaux,
- de l'entretien du mur d'enceinte, des parties communes

### **1) Accès**

Le cimetière est ouvert en permanence. Toutefois, un arrêté de fermeture exceptionnelle du cimetière au public sera pris pour l'exécution des opérations d'exhumations.

Les portes doivent être impérativement fermées après chaque usage, afin d'éviter toute divagation d'animaux dans l'enceinte du cimetière.

Les animaux, même tenus en laisse, n'y sont pas admis.

Tout individu qui ne s'y comporterait pas avec toute la décence requise et le respect dus à la mémoire des défunts sera expulsé sans préjudice des poursuites de droit.

### **2) Interdiction de démarchage commercial**

Nul ne peut soit pour autrui, soit pour son propre compte, faire une offre de service, ni se livrer à une publicité quelconque, ni placer pancartes, écriteaux ou autres signes d'annonces à l'intérieur du cimetière.

Les marchands ambulants ne sont pas autorisés.

## **ARTICLE 2 : DROIT A INHUMATION**

1) Toute personne décédée sur le territoire de la commune quel que soit son domicile.

2) Toute personne domiciliée sur le territoire de la Commune alors même qu'elle serait décédée dans une autre commune.

3) Toute personne ayant droit à une sépulture de famille dans le cimetière communal, quels que soient son domicile et le lieu de son décès.

4) Aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

## **ARTICLE 3: INHUMATION**

Aucune inhumation ne pourra avoir lieu sans que ne soit produit un acte de décès qui mentionnera le nom de la personne décédée, son domicile, l'heure et le jour du décès, ainsi qu'une autorisation du Maire précisant le jour et l'heure à laquelle devra avoir lieu son inhumation (article R.645-6 du Code pénal).

Aucune inhumation, sauf en cas de prescriptions du médecin ayant constaté le décès, notamment en cas d'épidémie ou si le décès a été causé par une infection transmissible

nécessitant une inhumation immédiate, ne peut être effectuée dans les 24 heures qui suivent le décès.

Une autorisation est également délivrée par le Maire en cas de dépôt d'une urne dans une sépulture ou son scellement sur un monument funéraire.

Les inhumations sont faites par une entreprise funéraire dûment habilitée et choisie par la famille, soit dans des sépultures en terrain commun non concédé, soit dans des sépultures particulières concédées.

### **1) Terrain commun**

Les inhumations en terrain commun se font à raison d'un défunt par fosse aux emplacements et selon les alignements désignés par l'autorité municipale.

Le terrain commun est une fosse individuelle mise gratuitement à disposition des familles pour une durée de 5 ans.

Chaque fosse a 1,50 mètres à 2 mètres de profondeur sur 80 centimètres de largeur x 2 mètres à 2,40 mètres de longueur.

Il ne peut y être déposé que des signes funéraires dans le respect des dimensions de la parcelle attribuée et dont l'enlèvement pourra facilement être opéré au moment de la reprise des terrains par la commune.

Tout aménagement d'un terrain commun (pose de pierre tombale, entourage, croix, stèle ou plantation...) doit respecter les dispositions de l'article 5 "Travaux" du présent règlement.

A l'expiration du délai, le Maire peut ordonner par arrêté, porté à la connaissance du public

par voie d'affichage, la reprise d'une ou plusieurs parcelles du terrain commun. La décision n'est pas notifiée individuellement. L'arrêté municipal fixe la date de reprise et le délai laissé aux familles pour retirer les objets et signes funéraires placés sur ces terrains.

Si, lors de l'exhumation, le corps était trouvé en échec de décomposition, la fosse serait refermée pour une nouvelle période de 5 ans ou le Maire pourrait ordonner de faire procéder à la crémation du corps.

### **2) Caveau d'attente communal :**

Dans la limite des places disponibles, il est destiné à accueillir temporairement les cercueils en attente de sépulture définitive.

Sa mise à disposition est soumise à la perception d'un droit de séjour fixé par le conseil municipal et s'effectue sous le contrôle de l'autorité communale qui en assure l'ouverture et la fermeture.

Le dépôt d'un corps dans le caveau provisoire a lieu sur demande présentée par la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles ou son mandataire et après autorisation du Maire.

Les cercueils ne peuvent y séjourner que pour des délais les plus courts possibles. Si le dépôt doit excéder six jours ou si le décès est dû aux suites d'une infection transmissible qui le requière, le cercueil doit être hermétique et répondre aux caractéristiques définies à l'article R. 2213-27 du Code général des collectivités territoriales.

La durée totale du séjour d'un corps dans le caveau provisoire ne peut excéder 6 (six) mois. A l'expiration de ce délai, si la famille n'a pas procédé à l'inhumation du corps ou à sa crémation, 15 (quinze) jours après qu'une lettre recommandée avec accusé réception aura été envoyée à la personne qui a demandé le dépôt du corps en caveau d'attente ou, à défaut, à un proche parent du défunt, le corps sera inhumé d'office en terrain commun.

### **3) Ossuaire communal dit « Sépulture communale perpétuelle »**

Un emplacement communal appelé "ossuaire" est affecté, à perpétuité à l'inhumation des restes post-mortem recueillis dans les terrains concédés ou non, repris dans le délai légal. Les noms des personnes dont les restes y sont déposés sont consignés dans un registre tenu en Mairie ou il peut être consulté.

## **ARTICLE 4 : LES CONCESSIONS**

### **1) Droit à concession dans le cimetière communal :**

Autant que l'étendue du cimetière et le nombre de décès par an l'autorisent, il peut être concédé des terrains aux personnes qui souhaitent y fonder leur sépulture particulière et celle de leurs enfants ou successeurs.

Seules les personnes ayants droit à inhumation désignées à l'article 2 du présent règlement peuvent prétendre à une concession dans le cimetière communal. On entend par personne domiciliée sur la commune celles domiciliée en résidence principale.

Le Maire peut autoriser, à titre exceptionnel, dans la mesure où l'espace disponible le permet, l'inhumation dans le cimetière communal de personnes n'entrant pas dans la catégorie de personnes désignée à l'article 2 du présent règlement. Dans ce cas, une demande motivée devra être formulée par écrit.

### **2) Durée des concessions :**

En vertu de l'article L. 2223-14 du Code général des collectivités territoriales, la commune propose la catégorie de concession suivante : 15 ans.

### **3) Type de concessions :**

La concession peut être consentie pour la propre sépulture du concessionnaire ou d'une personne de son choix exclusivement (concession individuelle) ou pour la sépulture des personnes désignées nommément dans l'acte (concession collective ou nominative). Quand elle est consentie pour la sépulture particulière du concessionnaire et celle des membres de sa famille, elle est dite familiale.

Les concessions sont susceptibles d'être transmises par voie de succession ou, selon certaines conditions, par voie de donation ou legs mais ne peuvent être revendues.

### **4) Dimension des terrains concédés :**

Il peut être concédé des terrains d'une superficie de 1,30m de largeur x 2,40m de longueur x 2m de profondeur.

Les inhumations en terrain concédé peuvent avoir lieu en pleine terre ou dans un caveau en sous-sol.

Pour les concessions en pleine terre, chaque inhumation peut être effectuée par superposition. Etant donné que les cercueils ont une hauteur de 0,40 m à 0,50 m, ceci impose une possibilité de creusement de : 1,40 à 1,50 m pour un corps, 1,90 à 2,10 m pour deux corps superposés.

D'autres inhumations peuvent y avoir lieu ultérieurement sous réserve de pouvoir procéder à des réunions de corps conformément à l'article 6 al 2 du présent règlement. Une profondeur minimum de 1,50 m devra être respectée pour la dernière inhumation permettant ainsi un recouvrement minimum de 1 m au-dessus du dernier cercueil.

Si un caveau a été construit, il peut y être procédé autant d'inhumations qu'il y a de cases dans le caveau sauf à pouvoir procéder ensuite à des réunions de corps conformément à l'article 6 al 2 du présent règlement.

En tout état de cause, les déclarants doivent justifier de leur qualité et du droit du défunt à être inhumé dans la concession au regard des stipulations de l'acte correspondant.

### **5) Attribution des concessions :**

L'emplacement est désigné par le Maire, en fonction des disponibilités sur le terrain et de l'aménagement du site, par voie d'arrêté.

L'octroi de la concession est subordonné au règlement préalable des droits correspondants au tarif en vigueur fixé par délibération du Conseil Municipal.

Afin d'éviter toute empiètement des parties communes et emprise irrégulière du terrain concédé, tout concessionnaire est tenu de délimiter la parcelle qui lui a été attribuée, dans un délai de 2 mois (sauf en période hivernale).

En tout état de cause, le concessionnaire devra respecter les dispositions de l'article 5 "Travaux".

## **ARTICLE 5 – TRAVAUX**

1°) Nul ne peut procéder à aucune construction ou restaurer les ouvrages existants sans avoir averti préalablement la commune, au moins 48 H à l'avance. La déclaration de travaux présentée par écrit devra comporter les mentions suivantes :

- le numéro de l'emplacement
- les coordonnées du ou des demandeurs et leur qualité par rapport au concessionnaire
- les informations sur l'entreprise qui exécute les travaux,
- la nature des travaux et, si besoin, un dossier technique de l'ouvrage à réaliser,
- la date de début d'intervention et la date d'achèvement des travaux.

2°) Aucune inscription autre que les nom (s), prénoms, date de naissance et de décès des personnes inhumées ne peut être placée sur les pierres tumulaires ou monuments funéraires sans avoir été préalablement soumise à l'approbation du Maire.

3°) Les monuments, caveaux tombeaux, signes funéraires, clôtures aménagés sur une concession, ne devront ni dépasser les dimensions de la surface concédée, ni empiéter sur les espaces inter tombes et allées. En outre, les monuments érigés sur les fosses ne devront pas dépasser une hauteur maximale de 1,20 m.

Tout scellement d'une urne sur un monument devra être réalisé de façon fiable de telle sorte que l'urne et les cendres soient protégées en cas d'intempéries ou de risques de violation de sépulture.

4°) Les plantations ne pourront être faites et se développer que dans la limite du terrain concédé. Dans tous les cas, elles ne devront ni gêner la surveillance, ni le passage et dans ce but être entretenues régulièrement. Elles ne devront pas atteindre plus d'un mètre.

Les végétaux ligneux sont interdits.

Celles qui seraient reconnues nuisibles devront être élaguées, abattues ou arrachées, si besoin est, dès la 1<sup>ère</sup> mise en demeure de la commune. A défaut, il sera fait application des dispositions des paragraphes 7 et 8 du présent article.

5°) Les travaux seront exécutés avec célérité et de manière à ne point nuire aux sépultures avoisinantes, ni à compromettre la sécurité publique, ni à entraver la libre circulation des allées, sous la surveillance de l'autorité communale.

6°) A l'achèvement des travaux, le constructeur ou l'entreprise chargées des travaux est tenu de nettoyer parfaitement la zone sur laquelle il est intervenu. Un état des lieux sera fait par un représentant de la commune.

### **7°) Entretien des sépultures :**

Les concessionnaires ou les ayants droit sont tenus de maintenir l'emplacement qui leur a été attribué en bon état d'entretien, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité afin qu'il ne soit pas nu à la décence du cimetière ni à la sécurité des personnes et des biens, ni même à la salubrité publique ainsi qu'au bon ordre du cimetière.

A défaut pour les concessionnaires ou les ayants droit de se conformer au présent article, le Maire peut prescrire la réparation ou la démolition des monuments funéraires

lorsqu'ils menacent ruine et qu'ils pourraient, par leur effondrement, compromettre la sécurité ou lorsque, d'une façon générale, ils n'offrent pas les garanties de solidité nécessaires au maintien de la sécurité publique conformément à l'article L511-4-1 du Code de la construction et de l'habitation. Ces dispositions ne font pas obstacles à la mise en œuvre de la procédure de reprise des concessions à l'état d'abandon si le Maire le juge nécessaire.

### **8°) Dommages/responsabilités :**

Il sera dressé un procès-verbal de toute dégradation survenue aux sépultures avoisinantes. Une copie de ce procès-verbal sera remise au (x) concessionnaire (s) intéressé (s) afin qu'il(s) puisse(nt), s'il (s) le juge (nt) utile, se retourner contre les auteurs du dommage.

Il en sera de même si un monument vient à s'écrouler sur les sépultures avoisinantes et pour toute modification d'aspect des parties communes (ornières, reste de terre et gravats...) pour être statué ce que de droit, par les tribunaux compétents.

## **ARTICLE 6 – EXHUMATION**

### **1°) Procédure :**

La demande d'exhumation doit être adressée au Maire par le plus proche parent du défunt, qui devra justifier de son état civil, de son domicile et de la qualité en vertu de laquelle il formule sa demande.

L'exhumation est autorisée par le Maire. L'opération est réalisée par une entreprise funéraire habilitée au choix de la famille.

Ces dispositions s'appliquent également au retrait des urnes déposées dans une sépulture.

Aucune exhumation d'un corps ne peut avoir lieu moins d'un an à compter du décès lorsque celui-ci est consécutif à une des infections transmissibles dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la santé.

Si, au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé cinq ans depuis la date du décès.

Le cimetière sera fermé exceptionnellement pour les exhumations qui seront effectuées en présence des seules personnes ayant qualité pour y assister : parents ou mandataires de la famille et le représentant de la commune. Si le parent ou mandataire n'est pas présent, l'opération ne peut avoir lieu.

### **2°) Réunion de corps :**

Il peut être procédé, à la demande des familles, dans une même case de caveau ou dans une concession en pleine terre, à une réunion de corps de la ou des personnes anciennement inhumées pour permettre l'inhumation de la personne nouvellement décédée. Comme pour les inhumations et les exhumations, l'opération doit être réalisée par un opérateur funéraire habilité, choisi par la famille.

L'opération ne peut être faite qu'après autorisation du Maire sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas précisé, dans l'acte de concession, les noms des personnes dont il autorisait l'inhumation dans la sépulture à l'exclusion de toutes autres, ou sa volonté qui ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

Pour des raisons de salubrité et de décence, l'opération ne peut être envisagée que si le ou les corps précédemment inhumé(s) le sont depuis cinq ans au moins et s'ils sont suffisamment consumés afin que leurs restes puissent être réunis avec soin dans un reliquaire n'empêche pas l'introduction du nouveau cercueil dans la case de caveau. S'il s'agit d'une concession en pleine terre, une profondeur minimum de 1,50 m devra être respectée pour la dernière inhumation afin de respecter le recouvrement minimum de 1 m au-dessus du dernier cercueil.

En tout état de cause, l'opération ne peut avoir lieu que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations définies au paragraphe 1 du présent article.

## **ARTICLE 7 - PROCEDURE DE RENOUVELLEMENT ET DE CONVERSION D'UNE CONCESSION**

### **1°) Renouvellement des concessions à durée déterminée**

Il appartient aux concessionnaires ou à leurs ayants-cause de veiller à l'échéance de leur contrat de concession et d'en demander, s'ils le désirent, la reconduction, dans l'année précédant son terme ou dans les deux années suivantes. Le prix acquitté est celui du tarif en vigueur au moment du renouvellement.

Néanmoins, le renouvellement devient obligatoire dans les cinq ans avant son terme si une demande d'inhumation dans la concession est déposée pendant cette période ; dans ce cas, le concessionnaire réglera le prix de la concession renouvelée au tarif en vigueur au moment de la demande, déduction faite du temps restant à courir au tarif en vigueur dans le cadre de la précédente période.

Même si la commune n'est tenue légalement à aucune formalité, 2 mois avant l'échéance de la concession, elle avisera, par voie d'affichage et, lorsque l'existence et l'adresse du concessionnaire ou d'un ayant droit est connue, par une seule lettre recommandée avec accusé de réception, les concessionnaires ou ayants-droit, de l'expiration de leurs droits.

Cet avis invitera les intéressés à faire enlever les pierres tombales ou autre(s) objet(s) placé(s) sur la sépulture et à décider du devenir des personnes inhumées, dans le cas où ils ne procéderaient pas au renouvellement de la concession. Toute demande d'exhumation faite par un membre de la famille devra respecter les dispositions de l'article 6 du présent règlement.

## **ARTICLE 8 – REPRISE PAR LA COMMUNE DES TERRAINS CONCEDES**

### **1°) Rétrocession des concessions :**

La commune peut accepter, mais sans jamais y être tenue, la proposition de rétrocession à titre gratuit ou onéreux d'un terrain concédé non occupé dès lors que l'offre provient du concessionnaire initial et après décision du conseil municipal.

Pour les concessions délivrées pour un temps déterminé, la rétrocession donne lieu à un remboursement *pro rata temporis*.

Si un caveau ou un monument a été construit, celui-ci revient purement et simplement à la commune, à défaut d'avoir été retiré par le concessionnaire au plus tard à la date de l'établissement de l'acte de rétrocession de la concession.

### **2°) Reprise des concessions échues non renouvelées :**

A défaut de renouvellement des concessions dans les deux années révolues qui suivent leur terme (cf. article 7 paragraphe 1), la commune peut reprendre possession des terrains dans l'état où ils se trouvent.

La décision municipale de reprise est portée à la connaissance du public par voie d'affichage sans être notifiée individuellement et fixe la date de reprise et le délai laissé aux familles pour retirer les monuments, caveaux et signes funéraires placés sur ces terrains.

Les restes mortels que les sépultures contiendraient seront recueillis et déposés dans la sépulture communale perpétuelle avec soin et décence, ou portés à la crémation.

Les monuments, caveaux et signes funéraires restés sur ces sépultures font retour à la commune.

Une fois libérés de tout corps, les emplacements ainsi repris seront affectés à de nouvelles sépultures.

### **3°) Reprise des concessions en état d'abandon :**

Si une concession a cessé d'être entretenue par le concessionnaire ou ses ayants droit, la procédure prévue par le code général des collectivités territoriales peut être engagée après l'expiration d'un délai de trente ans à compter de son attribution et dix ans après la dernière inhumation effectuée dans le terrain concédé sauf lorsque la concession renferme une personne dont l'acte de décès porte la mention "Mort pour la France" ; dans ce cas, celle-ci peut faire l'objet d'une reprise après l'expiration d'un délai de cinquante ans à compter de la date de l'inhumation..

A l'issue de cette procédure, les monuments, caveaux et signes funéraires des concessions reprises deviennent propriété de la commune qui est libre d'en disposer.

Les restes mortels que contiendraient les sépultures et qui n'auraient pas été réclamés par les familles seront recueillis dans un cercueil de dimension appropriée (reliquaire ou boîte à ossements) et ré inhumés, avec toute la décence convenable, dans la sépulture communale perpétuelle du cimetière ou portés à la crémation.

Une fois libérés de tout corps, les emplacements ainsi repris seront affectés à de nouvelles sépultures.

## **ARTICLE 9 – ESPACE CINERAIRE**

Ont droit à sépulture dans l'espace cinéraire les personnes désignées à l'article 2 du présent règlement. On entend par personne domiciliée sur la commune celles domiciliée en résidence principale.

Le Maire peut permettre, à titre exceptionnel, dans la mesure où l'espace disponible le permet, l'accès à l'espace cinéraire dans le cimetière communal à des personnes n'entrant pas dans la catégorie de personnes désignée à l'article 2 du présent règlement. Dans ce cas, une demande motivée devra être formulée par écrit.

## **ARTICLE 9-1°- LE COLUMBARIUM**

### **1°) Définition :**

Le columbarium est un équipement communal dont l'entretien reste à la charge de la commune. Il est composé d'emplacements dénommés "cases", en hors-sol. Chaque case est mise à disposition des familles qui le désirent, afin d'y faire déposer la ou les urnes de leur (s) défunt (s).

### **2°) Attribution d'une case :**

Une demande doit être présentée par la personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles du défunt dont l'urne va y être déposée.

Chaque emplacement est concédé par voie d'arrêté pour une durée de 15 ans et moyennant le versement d'un prix conformément à la délibération du Conseil municipal.

Chaque case peut recevoir plusieurs urnes (en fonction de la place).

L'arrêté d'attribution prévoit le nombre d'urnes susceptibles d'y être déposées et, le cas échéant, les personnes de la famille pouvant en bénéficier.

### **3°) Dépôt d'une urne :**

Le dépôt d'une urne dans l'emplacement devra être préalablement autorisé par le Maire sur la demande de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles.

Le dépôt d'une urne et le scellement de la plaque de fermeture de la case seront effectués par l'entreprise funéraire habilitée et choisie par la famille, à ses frais, en sa présence et sous la surveillance du représentant de la commune.



#### **4°) Inscriptions :**

A la demande des familles, les entreprises sont autorisées à procéder à l'inscription des noms, prénoms, dates de naissance et de décès des défunts dont les urnes y ont été déposées sur une plaque de gravure fournie par la commune.

#### **5°) Dépôt de fleurs et plantes :**

Des fleurs et plantes peuvent être déposées au pied du monument sous réserve que l'espace le permette.

La Commune se réserve le droit d'enlever et de jeter les fleurs et plantes fanées afin de préserver la propreté et la décence du lieu.

#### **6°) Renouvellement et reprise :**

Chaque emplacement est renouvelable au tarif en vigueur au moment du renouvellement.

Le renouvellement doit être demandé par le concessionnaire ou ses ayants droit au terme de la concession et s'opérer dans les deux années qui suivent l'arrivée à échéance du contrat.

A défaut de renouvellement, la Commune procèdera au retrait de la ou des urne(s) non exhumée(s) par les familles et à leur dépôt dans la sépulture communale perpétuelle ou à la dispersion des cendres dans le jardin du souvenir. Dans ce cas, la ou les urnes seront alors immédiatement détruites.

#### **7°) Registre (s) :**

L'identité des défunts dont les urnes ont été déposées est consignée dans un registre tenu en Mairie.

#### **8°) Retrait d'urne (s) à l'initiative de la famille :**

Une urne ne peut être retirée qu'à la suite d'une demande émanant du ou des plus proches parents du défunt et après autorisation du Maire.

L'opération sera effectuée par un opérateur funéraire habilité choisi par la famille et à condition que la destination finale des cendres soit conforme aux articles L.2223-18-2 à 4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### **ARTICLE 10 – EXECUTION & SANCTIONS**

Ces mesures sont applicables immédiatement, les arrêtés et règlements antérieurs ayant même objet, sont et demeurent abrogés.

Les contraventions, au présent règlement feront l'objet d'un procès-verbal et les contrevenants seront poursuivis conformément à la loi, sans préjudice des actions en justice que les particuliers pourraient intenter contre eux à raison des dommages qui leur auraient été causés.

Monsieur le Secrétaire Général de la commune de Saint-Jean-de-Sixt est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie,
- M. le Chef de la Brigade de Gendarmerie de Thônes,

Chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la porte du cimetière et consultable en Mairie

**Fait à Saint Jean de Sixt, le 26 novembre 2012**

**Le Maire,  
Bernard PESSEY**



